



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2025-7 du 15 JAN. 2025, mettant en demeure la société PMC ISOCHEM de respecter l'article 25-I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 pour les installations classées qu'elle exploite dans son établissement situé au 4, avenue Philippe Lebon, à Gennevilliers.

Le préfet des Hauts-de-Seine,

Vu le code de l'environnement, parties législative et réglementaire,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret du 15 avril 2022, portant nomination de monsieur Pascal Gauci, en qualité de sous-préfet de Nanterre, secrétaire général des Hauts-de-Seine,

Vu le décret du 31 octobre 2024, portant cessation de fonction et nomination du préfet des Hauts-de-Seine – M. BRUGERE (Alexandre),

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

Vu l'arrêté SGAD n°2024-50 du 15 novembre 2024, portant délégation de signature à Monsieur Pascal GAUCI, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu la visite réalisée par l'inspection des installations classées le 28 octobre 2024 dans l'établissement de la société PMC ISOCHEM sise au 4, avenue Philippe Le Bon à Gennevilliers,

Vu le rapport du service risque et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine de la direction régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Ile-de-France, en date du 12 décembre 2024 constatant, à la suite de la visite 28 octobre 2024, le non respect de l'article 25-I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précité relatif à la capacité des rétentions,

Vu le même rapport du 12 décembre 2024, proposant au préfet de prendre un arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société, afin de respecter les dispositions réglementaires précitées,

Vu le courrier en date du 12 décembre 2024 de monsieur l'adjoint à la cheffe du service risques et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine de la DRIEAT d'Ile-de-France transmettant à l'exploitant le rapport du même jour et l'informant de la possibilité de formuler des observations dans un délai de 15 jours, à compter de la réception du courrier,

Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant dans le délai octroyé,

Considérant que l'inspection des installations classées, lors de la visite qu'elle a réalisée le 28 octobre 2024, a constaté, dans l'atelier de stockage des produits non inflammables, la présence de fûts de chloroforme et de dichlorométhane qui n'étaient pas placés sous rétention en méconnaissance de l'article 25-I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précité,

Considérant que le non respect de ses dispositions constitue une non-conformité notable,

Considérant qu'il est nécessaire de sauvegarder les intérêts protégés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de monsieur le secrétaire général,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société PMC ISOCHEM, représentée par son directeur, pour son établissement situé au 4, avenue Philippe Lebon à Gennevilliers, est mise en demeure de respecter, **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 25-I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précité relatif au dimensionnement des rétentions.

Elle doit placer les fûts de chloroforme et de dichlorométhane se trouvant dans l'atelier de stockage des produits non inflammables sous rétention.

ARTICLE 2 :

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté dans le délai imposé, et indépendamment des poursuites pénales éventuellement engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les articles L171-8 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

ARTICLE 4 : Publication

Le présent arrêté sera notifié au représentant légal de la société.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée de deux mois minimum.

ARTICLE 5 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Gennevilliers, monsieur le directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet

Pour le préfet, par 
le secrétaire général
Pascal GAUCI